

Le Brexit, première étape de l'effondrement énergétique progressif de l'Europe

Le fiasco du Brexit et les émeutes françaises sont les symptômes de l'accélération en Europe de la crise du système terrestre.

Nafeez Ahmed 11 décembre

<https://medium.com/insurge-intelligence/brexit-stage-one-in-europes-slow-burn-energy-collapse-1f520d7e2d89>

Nafeez Ahmed est le rédacteur en chef fondateur d'INSURGE Intelligence. Nafeez est journaliste d'investigation depuis 17 ans, il a travaillé au journal The Guardian, où son domaine était la géopolitique des crises sociales, économiques et environnementales. Nafeez parle du 'changement mondial du système' pour Motherboard de VICE. Il a publié des articles dans The Independent on Sunday, The Independent, The Scotsman, Sydney Morning Herald, The Age, Foreign Policy, The Atlantic, Quartz, New York Observer, The New Statesman, Prospect, Le Monde diplomatique, etc. Il a remporté à deux reprises le Project Censored Award pour ses reportages d'investigation, a figuré deux fois dans la liste des 1000 Londoniens les plus influents du Evening Standard et a obtenu le prix Naples, le prix littéraire le plus prestigieux d'Italie créé par le Président de la République. Nafeez est également un universitaire interdisciplinaire largement publié et cité qui applique l'analyse de systèmes complexes à la violence écologique et politique. Il est chercheur à l'Institut Schumacher



Émeutes à Paris (source : Irish Times)

Tout le monde parle du Brexit. On parle des émeutes en France. Mais personne n'explique quelles en sont les causes, ni ce que cela veut réellement dire. Il se peut qu'on croit le savoir, mais de façon générale, on passe à côté.

Le 6 mai 2010, pour la première fois depuis 1992, le Parti Conservateur a pris les rênes du pouvoir, avec l'aide des démocrates libéraux . Quelques heures avant le résultat des élections, dans un blog, j'avais prévenu que, quel que soit le gouvernement élu, ce serait la première étape d'un glissement radical vers l'extrême droite qui balayerait probablement le monde occidental pendant la prochaine décennie.

"Le nouveau gouvernement, redevable à la sagesse populaire, ne pourra ou ne voudra pas s'attaquer aux causes structurelles profondes de la convergence actuelle des crises auxquelles notre pays et le monde sont confrontés", écrivais-je, décrivant l'incapacité des trois partis politiques à comprendre pourquoi il était peu probable que revienne l'âge d'or de la croissance économique.

"Cela donne à penser que, d'ici 5 à 10 ans, l'ensemble du système courant de partis politiques de ce pays, et de nombreuses autres nations occidentales, sera complètement discrédité à mesure que les crises continueront de s'aggraver et que les politiques conventionnelles menées serviront largement à les alimenter, au lieu de les atténuer. L'effondrement du système de partis dominants dans les pays qui ont vu naître la démocratie libérale pourrait ouvrir la voie à la légitimation croissante de la politique d'extrême droite d'ici la fin de la présente décennie..."

Ma prédiction était étonnamment prophétique. Le virage mondial vers l'extrême droite a commencé exactement cinq ans après cette prévision et continue de s'accélérer alors même que la décennie n'est pas terminée. En 2014, les partis d'extrême droite ont remporté 172 sièges aux élections Européennes, soit presque un quart du Parlement. En 2015, en partie parce qu'il promettait d'organiser un référendum sur l'appartenance de la Grande-Bretagne à l'Union européenne, David Cameron a été réélu Premier ministre [du Royaume-Uni] avec une majorité parlementaire.

À l'insu de beaucoup, les conservateurs avaient discrètement établi un vaste réseau de liens avec bon nombre de ces partis d'extrême droite ayant des sièges au Parlement Européen.. L'année suivante, en juin, le résultat du référendum sur le Brexit majoritairement en faveur du rejet de l'UE a choqué le monde entier.

Six mois plus tard, Donald Trump, le gourou milliardaire de l'immobilier, a de nouveau choqué le monde en devenant président du pays le plus puissant du monde. Tout comme les conservateurs au Royaume-Uni, les Républicains avaient forgé des liens transatlantiques avec les partis et mouvements Européens d'extrême droite. Depuis lors, les partis d'extrême droite en Europe n'ont cessé de progresser aux élections en Italie, en Suède, en Allemagne, en France, en Pologne et en Hongrie.

Nous sommes à la naissance d'une onde de marée qui semble bien partie pour se transformer en tsunami. Exactement comme je l'avais prévu, la politique d'extrême droite n'est plus du ressort de marginaux, mais elle se normalise de plus en plus. Ce n'est pas un accident. C'est le résultat d'un système en faillite - et des efforts d'un réseau de groupes d'extrême droite pour exploiter les fractures qui émergent de cette défaillance du système afin de tout détruire, et ériger un nouvel ordre à leur façon.

Je prédisais le renouveau de l'extrême droite à partir de l'analyse des conséquences probables d'une "défaillance du système" à long terme, qui ne nous permettrait plus de retrouver les niveaux de croissance économique auxquels nous étions habitués à l'apogée des années 1980 et 1990. J'ai expliqué que cette défaillance du système trouvait ses racines dans l'économie de la production d'énergie, celle là même qui permet la croissance économique : " Il est probable qu'une reprise complète et durable... sera impossible avec les contraintes du système actuel, parce que nous arrivons au bout du fondement physique de la "croissance" exponentielle (et fluctuante) des dernières décennies - c'est à dire une énergie bon marché, des énergies fossiles facilement disponibles, principalement le pétrole, le gaz et le charbon.

Le tournant est là, et sans cette source d'énergie mondiale bon marché et abondante, nous ne pouvons pas continuer à croître, quoi que nous fassions. Ça ne peut pas durer. Nos économies ont besoin d'être fondamentalement, structurellement, transformées. Pour leur donner un fondement, nous devons effectuer une transition vers un nouveau système d'énergie qui soit propre et renouvelable. Nous devons transformer la façon dont l'argent est créé, afin qu'il ne soit pas lié à la génération systématique de la dette. Pour les mêmes raisons nous devons transformer notre système bancaire. Whitehall, et les trois partis politiques, ne voient que des facettes du tableau, sans le voir comme un tout."

Un tournant décisif

Le tournant énergétique est sans équivoque. Dans les années qui ont précédé le référendum historique du Brexit et la résurgence marquée des mouvements nationalistes, populistes et d'extrême droite partout en Europe, le continent tout entier a été confronté à une crise énergétique qui couvait discrètement.

L'Europe est aujourd'hui un continent " post-pic pétrolier ". Actuellement, tous les grands producteurs de pétrole d'Europe occidentale sont en déclin. Selon les données de la Revue Statistique de l'Énergie de BP pour 2018, la production pétrolière de l'Europe occidentale a culminé entre 1996 et 2002. Depuis lors, la production a diminué tandis que les importations nettes augmentaient progressivement.

Dans une étude en deux parties publiée en 2016 et 2017 dans la revue Springer, *BioPhysical Economics and Resource Quality*, Michael Dittmar, Senior Scientist à l'ETH Zurich Institute for Particle Physics et au CERN, a développé un nouveau modèle empirique de production et de consommation de pétrole.

L'étude fournit probablement à ce jour l'un des modèles les plus solides du point de vue empirique concernant la production et la consommation de pétrole, mais ses prévisions donnent à réfléchir.

Notant que les exportations de pétrole de la Russie et des pays de l'ex-Union soviétique sont appelées à diminuer, Dittmar a constaté que l'Europe occidentale aura des difficultés à remplacer ces exportations perdues. En conséquence, "la consommation totale en Europe occidentale devrait être inférieure d'environ 20 pour cent en 2020 à ce qu'elle était en 2015".

La seule région du monde où la production sera stable dans les 15 à 20 prochaines années sera le Moyen-Orient de l'OPEP. Partout ailleurs, conclut M. Dittmar, la production diminuera d'environ 3 à 5 % par an après 2020. Et dans certaines régions, ce déclin a déjà commencé.

Tout le monde n'est pas d'accord quant à l'imminence d'une forte baisse de la production pétrolière russe. L'an dernier, l'Oxford Institute for Energy Studies a soutenu que la production russe continuerait probablement de croître au moins jusqu'en 2020. On ne sait pas exactement combien de temps elle durera après ça.

D'un autre côté, les experts en énergie du gouvernement russe sont inquiets. En septembre 2018, le ministre russe de l'énergie, Alexander Novak, a averti que la production pétrolière russe pourrait culminer d'ici trois ans en raison de la hausse des coûts de production et des taxes. Au cours des deux décennies suivantes, la Russie pourrait perdre près de la moitié de sa capacité actuelle. Ce tableau peu reluisant est là aussi globalement conforme à l'étude d'Oxford.

Le mois suivant, le Dr Kent Moor du Energy Capital Research Group, qui a conseillé 27 gouvernements du monde entier, y compris les États-Unis et la Russie, a affirmé que la Russie en était à gratter le fond du tonneau de son précieux gisement en Sibérie occidentale.

Moor a cité les rapports internes du ministère Russe de l'Énergie depuis 2016 avertissant d'une "courbe de déclin rapide de la Sibérie occidentale, représentant une perte d'environ 8,5 pour cent en volume d'ici 2022. Une bonne partie de tout ça est déjà en cours." Bien que la Russie poursuive activement des stratégies alternatives, écrit Moor, elles sont toutes "excessivement coûteuses", et leurs résultats pourraient n'être que temporaires.

Ce n'est pas que le pétrole s'épuise. Le pétrole est bien là, en abondance - plus qu'il n'en faut pour faire griller la planète plusieurs fois. Le défi est que nous dépendons moins du pétrole brut bon marché que des combustibles fossiles coûteux, plus sales et non conventionnels. Sur le plan énergétique, ce produit est plus difficile à extraire et moins performant après extraction que le brut.

Le fait est que, à mesure que l'approvisionnement pétrolier intérieur de l'Europe se tarit lentement, il n'y a pas de stratégie sérieuse pour nous affranchir de notre dépendance pitoyable vis-à-vis de la Russie ; la transition post-carbone reste toujours trop timide, trop tardive ; et l'impact sur les économies européennes - si le statu quo continue - va continuer de détricoter la politique de l'Union.

Alors que ceux qui parlent de la lente crise énergétique européenne sont peu nombreux, la réalité est que l'économie européenne souffrira de la diminution inexorable des ressources en combustibles fossiles de l'Europe et de la volatilité des prix du pétrole à laquelle les producteurs continuent d'être confrontés en raison des coûts de production toujours plus élevés.

En septembre, j'ai présenté en exclusivité les conclusions d'un rapport d'expert commandé par le groupe scientifique travaillant sur le prochain Rapport de Développement Durable de l'ONU. Le rapport souligne que les flux d'énergie bon marché sont l'élément vital de la croissance économique et qu'à mesure que nous entrons dans une ère de déclin de la qualité des ressources, il est probable que la croissance économique continuera d'être lente, faible sinon en déclin.

Cela se produit à l'échelle mondiale. L'EROI [en français TRE ou taux de retour énergétique, cad le rapport entre l'énergie dépensée et celle obtenue : NdT] commence déjà à approcher les niveaux observés au XIXe siècle, ce qui montre à quel point la croissance économique mondiale pourrait être entravée par la baisse du rendement énergétique net pour la société.

Grande-Bretagne : fin de la croissance énergétique nette

La Grande-Bretagne, qui doit quitter l'Union européenne le 29 mars 2019, est la face visible de cette crise énergétique et économique à venir.

En janvier 2017, le Centre for Climate Change Economics and Policy, dirigé par l'Université de Leeds et la London School of Economics, a produit une analyse surprenante de la problématique du déclin énergétique net du Royaume-Uni. L'étude a tenté d'élaborer une méthodologie pour examiner les données nationales sur le rendement énergétique du capital investi (RCI) - la quantité d'énergie utilisée pour extraire une quantité donnée d'énergie.

L'objectif de l'étude était de déterminer la valeur de l'EROI en utilisant autant que possible la Grande-Bretagne comme étude de cas principale. Le concept d'EROI concrétise la reconnaissance du fait qu'un important surplus d'énergie est nécessaire pour alimenter l'activité économique, indépendamment de l'énergie qui est précisément consommée pour extraire l'énergie en premier lieu.

Moins nous consommons d'énergie pour produire de l'énergie nouvelle, plus il nous reste d'énergie à investir dans les biens et services plus larges de l'activité économique. Mais si nous continuons d'utiliser plus d'énergie uniquement pour produire de l'énergie, la quantité d'énergie nette qu'il nous reste pour alimenter nos économies décroît.

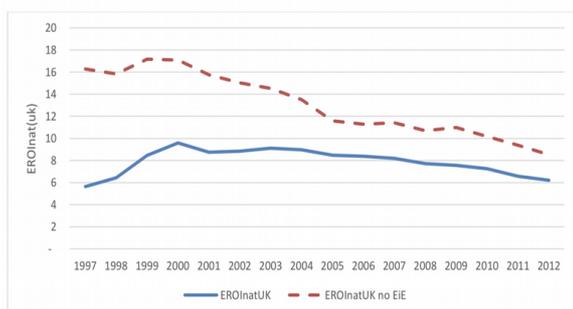


Figure 5. $EROI_{nat}(UK)$ (1997-2012): Comparison of results with and without indirect energy (E_{ie})

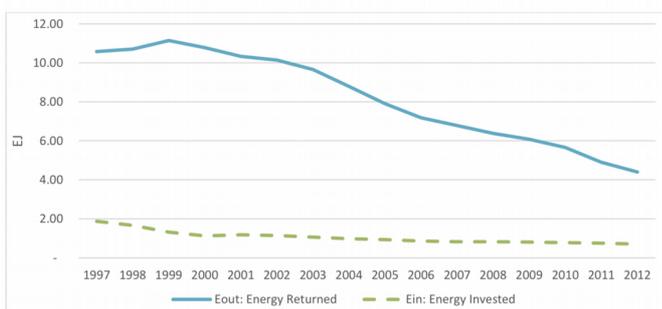


Figure 6. Energy Returned (E_{out}) and Energy Invested (E_{in}) in the UK (1997-2012)

Selon les auteurs de l'étude, Lina Brand-Correa, Paul Brockway, Claire Carter, Tim Foxon, Anne Owen et Peter Taylor : Plus l'EROI d'une technologie de fourniture d'énergie est élevé, plus elle est " précieuse " en termes de production d'énergie utile(économiquement parlant). En d'autres termes, un EROI plus élevé permet à l'économie de disposer de plus d'énergie nette, ce qui est précieux en ce sens que toute activité économique dépend plus ou moins de la consommation d'énergie". Le verdict sur la situation difficile du Royaume-Uni est brutal. On constate que " le Royaume-Uni dans son ensemble a connu un déclin de l'EROI au cours de la première décennie du 21e siècle, passant de 9,6 en 2000 à 6,2 en 2012... Ces premiers

résultats montrent qu'il faut utiliser de plus en plus d'énergie pour l'extraction d'énergie elle-même plutôt que pour l'économie ou la société britannique ".

Citant les travaux des économistes français Florian Fizaine et Vincent Court, qui estiment un EROI sociétal minimal de 11 pour une croissance économique continue, le document conclut : "...le Royaume-Uni est en deçà de ce point de référence."

En d'autres termes, au début de l'année dernière, une importante étude scientifique a révélé qu'au cours des deux dernières décennies et au-delà, la croissance économique de la Grande-Bretagne est fondamentalement limitée par la baisse de son énergie nette domestique. Mais cette information révolutionnaire n'a pas fait "l'information".

Dissolution

Fin 2010, dans mon livre *A User's Guide to the Crisis of Civilization*, j'avais prédit qu'un des effets secondaires de ces processus, serait le défi auquel seraient vraisemblablement confrontées les grandes structures étatiques transnationales telles que l'Union Européenne concernant leur intégrité territoriale. L'incapacité à s'attaquer aux causes systémiques du krach financier de 2008, l'incapacité à le reconnaître comme un symptôme d'un système en déclin, conduirait à une politique de plus en plus autoritaire.

L'intégrité des grandes structures transnationales dépend de l'abondance de flux énergétiques bon marché les soutenant. Si ces flux sont plus coûteux et de moindre qualité, les tensions au sein de ces structures seront de plus en plus vives et celles-ci pourraient même commencer à se dégrader. Les coûts qui permettraient au système de se perpétuer augmentent alors que les rendements sont limités, ce qui veut dire une diminution de l'excédent à investir dans les biens sociaux de base nécessaires au maintien de telles structures.

C'est pourquoi, malgré ce que l'on appelle la " reprise " - aussi tiède soit-elle et fondée sur l'accélération des niveaux d'endettement (en termes biophysiques, emprunter aujourd'hui à la Terre avec la promesse de la rembourser demain avec ce qui a déjà été sur-consommé aujourd'hui) - pour parler vrai, le pouvoir d'achat des populations continue de baisser.

L'incapacité à comprendre les causes profondes et systémiques de la crise et à s'y attaquer signifie aussi que les décideurs se mettent dans une position où ils ne peuvent s'attaquer qu'aux symptômes de surface.

Trop souvent, cela signifie des réponses réactionnaires à court terme. Ainsi, en France, au lieu d'aborder la question de savoir comment galvaniser une troisième révolution industrielle pour accélérer la transition post-carbone et la relance des infrastructures, Macron a réagi à la crise climatique en protégeant les producteurs de combustibles fossiles et nucléaires tout en augmentant les taxes sur les carburants. Il n'a pas voulu s'attaquer aux chaînes d'approvisionnement catastrophiques des grandes entreprises françaises. Il n'a pas voulu pénaliser les puissants lobbies pétroliers, gaziers et nucléaires qui, espère-t-il, pourraient l'aider à se faire réélire, et il n'a pratiquement rien fait pour accélérer une transition post-carbone viable qui pourrait transformer la prospérité économique sur des bases plus durables.

C'est ainsi qu'en faisant reposer le fardeau presque exclusivement sur les travailleurs et les consommateurs français, Macron a déclenché la spirale de la colère et des émeutes. Les manifestants ont mis le feu aux banques, saccagé et pillé des magasins, et même pris pour cible l'Arc de Triomphe. Ils exigent la fin de la libéralisation des entreprises, mais ils expriment aussi des revendications nationalistes telles que le "Frexit", la sortie de la France de l'UE et la lutte contre les migrations. Il est révélateur que, même si certaines demandes sont impérieuses, il n'y a pas le début d'une compréhension de la véritable crise planétaire au-delà des banales attaques contre les Grandes Banques. L'État français a réagi avec sa propre violence en répliquant avec des canons à eau et par des tirs de gaz lacrymogènes, en arrêtant plus de mille personnes et en menaçant de faire venir l'Armée Française.

C'est un microcosme de ce qui peut arriver lorsque les États et les peuples ne comprennent pas la dynamique profonde d'un système défaillant : chacun réagit à ce qui se trouve devant lui. Les protestataires

blâment Macron. L'État français réprime la violence. La politique se militarise, tandis que le scepticisme à l'égard du pouvoir libéral en place dans l'ensemble du spectre politique trouve sa justification.

Les émeutes françaises ne sont donc pas sorties de nulle part. Elles font partie intégrante d'un processus plus large du lent déclin de l'EROI, qui fait que, pour la société, le rendement de l'activité économique est de plus en plus limité par son coût énergétique plus élevé et par les baisses de productivité liées au vieillissement des infrastructures et des technologies de l'ère industrielle centralisée. Ce n'était qu'une question de temps avant que le citoyen lambda ne commence à ressentir l'impact de cette pression dans sa vie de tous les jours. Les hausses de taxes de Macron n'en sont pas la cause, mais le déclencheur. Ils ont craqué l'allumette, mais le bûcher fumait déjà

Brexit

Mais nous avons déjà vécu ça, en Syrie et ailleurs. Le Brexit a été déclenché dans le contexte d'une dynamique globale du système qui reste mal comprise. Au cours de la décennie qui a précédé la crise financière de 2008, la croissance économique de la Grande-Bretagne a été minée non seulement par une bulle d'endettement sur le marché immobilier, mais aussi par les difficultés rencontrées par un système énergétique dépendant des combustibles fossiles.

Ce système en difficulté était étroitement lié à la crise migratoire Européenne, qui a vu plus d'un million de réfugiés du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord chercher refuge partout en Europe, y compris au Royaume-Uni et en France, ce qui a alimenté la vague de populisme nationaliste qui a balayé le continent.

La crise migratoire non plus n'est pas sortie de nulle part, elle a suivi de près les turbulences du Printemps Arabe. La déstabilisation de la Syrie, de l'Égypte, du Yémen et au-delà couvait depuis longtemps, mais elle a été déclenchée par une véritable tempête de crises. Le déclin de la production pétrolière nationale, qui a tiré le tapis sous les pieds des revenus des États tributaires des exportations pétrolières, s'est accompagné d'une flambée mondiale des prix du pétrole, due à la stabilisation de la production mondiale de pétrole ordinaire bon marché. Une chaîne de crises climatiques dans les principales régions alimentaires du monde a entraîné des mauvaises récoltes et des sécheresses qui ont fait grimper les prix de la nourriture.

La crise systémique mondiale a interagi avec l'effondrement des systèmes nationaux locaux. Comme je l'avais signalé en 2013, un cycle naturel de sécheresse en Syrie a été considérablement aggravé par le changement climatique, dévastant l'agriculture et poussant des centaines de milliers d'agriculteurs sunnites dans des villes côtières à dominante alaouite.

A mesure que les recettes pétrolières syriennes dégringolaient, que la production intérieure de pétrole classique atteignait son point culminant au milieu des années 90, le gouvernement a sabré les subventions cruciales en carburant et alimentation alors même que les prix atteignaient un niveau record au niveau mondial, cela a été la goutte de trop. Les gens n'avaient même pas de quoi se payer du pain, alors ils sont descendus dans la rue.

Bachar al-Assad a réagi avec une brutalité croissante, notamment en tirant sur des civils dans les rues. Lorsque les manifestants ont pris les armes en réaction, le cycle de la violence s'est enclenché. Des puissances extérieures sont intervenues pour coopter leurs camps favoris, la Russie et l'Iran soutenant Assad, l'Occident soutenant divers groupes rebelles - aucun d'entre eux n'étant particulièrement intéressés dans le soutien à la société civile syrienne. Le conflit s'est intensifié, a dévasté le pays et alimenté une crise des réfugiés sans précédent.

Lorsque l'OTAN est intervenue en Libye, lorsque les États-Unis et le Royaume-Uni ont soutenu le bombardement aérien aveugle du Yémen par l'Arabie saoudite, cela n'a fait que déstabiliser davantage la région. L'arc de l'effondrement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est le résultat d'une combinaison fatale : une crise du système terrestre, aggravée par des réponses sans vision et égocentriques des systèmes humains.

Lorsque les familles et les enfants ont commencé à affluer en masse sur les côtes européennes, la crise du système terrestre " tout là bas " est arrivée chez nous. L'Occident ne pouvait plus se protéger des

conséquences à long terme du caractère insoutenable du système d'après-guerre qu'il entretenait depuis la Seconde Guerre mondiale : à savoir dépendance structurelle aux combustibles fossiles, mosaïque d'alliances avec les régimes despotiques régionaux, jetant les bases de la convergence du changement climatique, de l'épuisement du pétrole brut et de l'effet domino des crises alimentaires et économiques qui en résultent.

La crise du système terrestre qui a éclaté en Syrie a déclenché une vague de déstabilisation du système humain dont le Brexit n'a été que la première éruption. La crise syrienne est donc bien un avant-goût de ce qui va arriver. L'Europe est déjà un continent post-pic pétrolier, dont les ressources fossiles domestiques sont en déclin. Les études les plus crédibles sur le potentiel de l'Europe en gaz de schiste montrent qu'il est extrêmement faible et diffère de la situation américaine. Si nous sommes déterminés à maintenir notre dépendance à l'égard des énergies fossiles, nous serons forcés d'importer.

Mais comme je l'ai montré dans ma publication scientifique pour Springer Energy Briefs, *Failing States, Collapsing Systems : BioPhysical Triggers of Political Violence* (2017), si la croissance de la demande augmente au rythme actuel, il est peu probable que les fournisseurs d'Asie centrale et de Russie soient en mesure de satisfaire cette demande à des coûts auxquels nous pourrions faire face dans les prochaines décennies.

Entre-temps, certains impacts climatiques sont déjà enclenchés. Entre 2030 et 2045, de grandes parties du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) risquent de devenir de plus en plus inhabitables en raison du changement climatique. Cela correspond à la période au cours de laquelle la production pétrolière dans la région MENA devrait, selon les prévisions, commencer à plafonner et à décliner. Alors que les coûts énergétiques de la production et des importations de combustibles fossiles augmentent et que l'UE est de nouveau confrontée au défi de la migration de masse en provenance du Moyen-Orient en raison de la dévastation climatique, nous ne verrons pas la fin des défis pour l'intégrité territoriale de l'UE.

Le Brexit est juste une vaguelette à la surface de courants plus profonds. C'est un symptôme du grand déphasage de la civilisation vers la vie post énergies fossiles.

En ce sens, le fiasco du Brexit illustre à quel point nous sommes éloignés des débats que nous devons avoir. Parler de l'entrée ou de la sortie de l'Europe et du comment n'est pas sans importance, mais c'est aussi une distraction massive de la crise systémique plus profonde qui se déroule sous les problèmes mêmes qui alimentent nos préoccupations immédiates concernant le Brexit.

La perturbation du système terrestre n'entraîne pas inévitablement la déstabilisation des systèmes humains. Mais si les systèmes humains refusent de s'engager et de s'adapter à ces perturbations, alors ils seront déstabilisés. Tant que la Grande-Bretagne, l'Europe et leurs citoyens continueront de s'obstiner sur les symptômes plutôt que sur les causes, nous serons incapables de répondre de façon significative à ces causes. Au lieu de cela, nous nous battons frénétiquement entre nous au sujet des symptômes, pendant que le sol sous nos pieds continue de s'effondrer.

La crise du Brexit et le déclenchement des émeutes en France sont les symptômes d'une grande transition civilisationnelle, dans laquelle le vieux paradigme réductionniste d'auto-satisfaction matérialiste est à l'agonie. Les citoyens et les décideurs, les militants et les chefs d'entreprise doivent prendre conscience de ce qu'il se passe réellement afin d'avoir les débats nécessaires au déclenchement des approches significatives pour une transformation systémique. Il ne s'agit pas d'une crise lointaine qui se produira dans les années à venir. C'est maintenant. C'est en train de se produire et cela vous affecte, vous, vos enfants et ceux que vous aimez le plus. Et cela affectera leurs enfants, et leurs petits-enfants.

C'est votre héritage. C'est votre choix. Voilà maintenant votre chance de vous engager et de devenir un agent d'un nouveau paradigme, un paradigme qui parle au nom de tous les humains, de toutes les espèces et de la Terre elle-même. Peut-être ne savons-nous pas exactement à quoi ressembleront les paradigmes émergents. Mais nous savons qu'il est temps de nous demander : où en sommes-nous ? Avec l'ancien monde ou avec le nouveau ?